

Capitalisme : peut-on réparer la machine ?

Gilles Raveaud, *Alternatives Economiques*, 23 janvier 2017

Au-delà des fluctuations conjoncturelles, les évolutions de ces dernières années ne laissent pas de place au doute : du strict point de vue capitaliste, le système économique ne fonctionne pas bien, car il ne permet pas de nouvelles augmentations du capital au travers d'investissements en hausse. C'est pour cela que, selon l'économiste David Ruccio, la machine capitaliste est « cassée ». Et il ne croit pas aux solutions apportées par Lawrence Summers, l'ancien secrétaire au Trésor de Bill Clinton – la relance budgétaire – ou par Noah Smith, créateur du blog [NoahPinion](#) – le développement du crédit aux PME. En effet, constate-t-il, les montagnes d'argent amassées par les grandes entreprises servent à tout autre chose qu'à l'investissement.

La machine capitaliste est cassée

Ainsi que l'explique David Ruccio, professeur à l'université de Notre Dame (Etats-Unis), [le capitalisme ne fonctionne plus](#) – « *et personne ne semble savoir comment le réparer* ». Par capitalisme, il entend le système économique où le « *capitaliste* » (c'est-à-dire les cadres dirigeants des grandes entreprises) convertissent le « *surplus* » (les profits des entreprises) en « *capital* » supplémentaire (au moyen d'investissements).

Lorsque les choses se passent bien, le « *pacte avec le diable* » est préservé : les capitalistes décident de l'utilisation et de la distribution du surplus, et ils sont censés utiliser ce surplus pour investir, permettant ainsi la croissance économique et la création d'emplois bien rémunérés.

Il y a un décalage entre les profits des entreprises qui s'envolent et l'investissement qui stagne

Or les économistes du courant dominant et les journalistes économiques (sauf ceux d'*Alternatives Economiques* !), tout comme les élites économiques et politiques, partent de l'hypothèse que la machine capitaliste est la seule possible, et qu'elle fonctionnera. Mais ce n'est pas le cas : comme on le voit sur le graphique ci-après, il existe un décalage entre les profits des entreprises (courbe rouge) – qui s'envolent – et l'investissement (courbe bleue) – qui stagne.

Parts des profits et des dividendes nets versés par les entreprises dans le revenu intérieur brut, part de l'investissement privé dans le PIB, en %



Ainsi, aux Etats-Unis, entre 2008 et 2015, les profits des entreprises sont passés de 3,9 % à 6,3 % du revenu intérieur brut, tandis que l'investissement a décliné de 13,5 % à 12,4 % du produit intérieur brut (PIB). Et les différences sont encore plus frappantes si l'on prend comme point de repère 1980, avec des profits à 3,6 % et des investissements à 14,5 % à cette époque.

Par contre, ce qui connaît une croissance continue, ce sont les dividendes versés aux actionnaires par les entreprises (courbe verte), qui sont passés de 1,7 % du revenu intérieur brut en 1980 à 4,6 % en 2015. On voit ainsi notamment sur le graphique comment, après avoir chuté durant la récession de 2008, les versements de dividendes se sont rapidement redressés depuis.

Si la machine ne marche pas, c'est parce que la distribution de dividendes ne permet pas d'entraîner la constitution de capital, à l'inverse de l'investissement

On retrouve d'ailleurs ce résultat pour de nombreux autres pays, comme la France : voir [cet entretien avec Thomas Dallery](#) et les nombreux travaux de Michel Husson sur le sujet, comme par exemple dans [cet entretien](#) ou son [étude magistrale](#) sur le partage de la valeur ajoutée en Europe.

Mais la distribution de dividendes ne permet pas d'entraîner la constitution de capital, à l'inverse de l'investissement. C'est pourquoi, selon David Ruccio, la machine ne marche pas, ce qui a pour conséquence que la croissance ralentit et que les créations d'emplois ne conduisent pas aux hausses de salaires promises, ce qui a causé un début de panique chez les économistes dominants et les journalistes économiques.

Deux solutions partielles : la relance, et le crédit

Une des réactions les plus célèbres à cet état de fait est celle de l'ancien secrétaire au Trésor de Bill Clinton, Lawrence Summers, qui estime que nous connaissons une période de [« stagnation séculaire »](#), seule façon d'expliquer que la reprise ait été aussi faible suite à la récession de 2008-2009, et ce en dépit de la politique expansionniste de la Réserve fédérale américaine. En effet, si l'économie américaine s'était comportée comme le prévoyait le Congressional Budget Office en août 2009, le PIB des Etats-Unis serait supérieur de 1,3 billion de dollars à ce qu'il est actuellement.

Pour David Ruccio, Lawrence Summers défend une solution trop facile lorsqu'il propose d'accroître les dépenses publiques en infrastructures

Mais pour David Ruccio (qui ne dit pas s'il partage le diagnostic de Lawrence Summers), Lawrence Summers défend une solution trop facile lorsqu'il propose d'accroître les dépenses publiques en infrastructures afin de développer la demande globale et d'induire des investissements privés. En effet, note David Ruccio, cela indiquerait que la profitabilité en hausse observée ces dernières années ne constituerait pas une incitation suffisante pour les capitalistes...

[Noah Smith](#), pour sa part, relève que le bas niveau des taux d'intérêt et le crédit abondant ne suffisent pas à stimuler l'investissement, ce qui l'inquiète. Pour lui, cette situation relève du *« rationnement de crédit »*, les petites entreprises se voyant refuser les fonds pour leurs projets d'investissement. Il appelle donc à une participation plus grande du capital-risque, à plus de prêts aux PME, et à une démarche plus active des banques pour rechercher des emprunteurs. Mais ces solutions semblent illusoires à David Ruccio.

Où va l'argent ?

Car la question qui demeure est celle-ci : où va l'argent des entreprises, si ce n'est pas dans l'investissement ? Comme le note David Ruccio, les entreprises américaines ne paient pas plus de taxes, bien au contraire. En pourcentage du revenu intérieur brut, elles sont de l'ordre de 3 % aujourd'hui, contre 5 % dans les années 1950.

Les entreprises américaines paient de moins en moins d'impôts

Part de l'impôt sur les sociétés des entreprises américaines en % du revenu intérieur brut

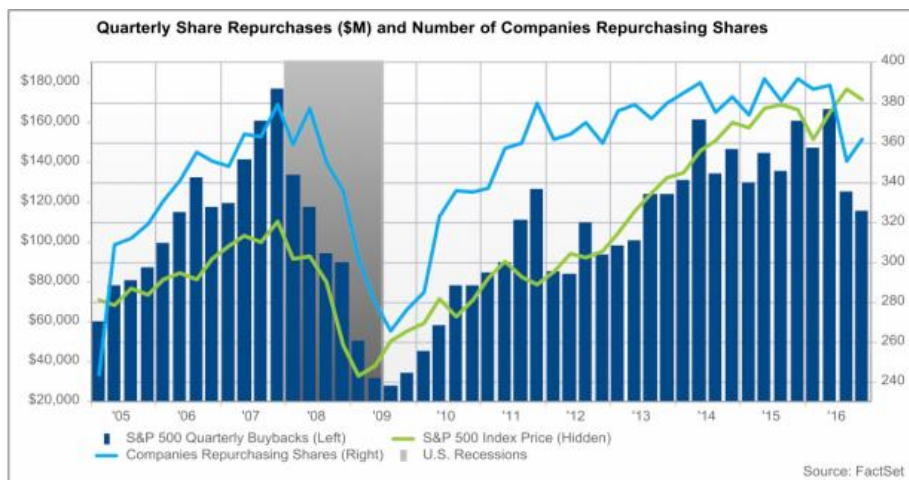


Loin de stimuler l'économie réelle, l'argent des entreprises tourne en rond sur les marchés financiers

En vérité, loin de stimuler l'économie réelle, l'argent des entreprises tourne en rond sur les marchés financiers, où il leur permet de racheter leurs propres actions afin de soutenir leur cours, ou de financer de gigantesques opérations de fusion-acquisition qui accroissent la concentration de la propriété du capital, sans nécessairement stimuler l'investissement. D'autres usages ne sont pas plus favorables au bien commun, comme les hausses de salaires des PDG ou la détention de cash par les entreprises.

Les entreprises américaines utilisent leur cash pour racheter leurs actions

Le graphique ci-dessous représente le nombre de compagnies rachetant leurs propres actions (courbe bleu clair, valeurs sur la colonne de droite) et le montant des rachats d'actions par les entreprises de l'indice Standard & Poor 500 (bâtonnets bleus, valeurs sur la colonne de gauche). La courbe verte décrit l'évolution de l'indice Standard & Poor 500.



Au total, note David Ruccio, la machine *fonctionne* – mais seulement pour un petit groupe de personnes placé tout en haut. Pour les autres, la machine capitaliste ne fournit pas les bienfaits promis – et de loin. Nous avons donc besoin, estime-t-il, d'une machine complètement différente pour faire avancer les choses à nouveau.

Quelle autre machine ?

L'année 2017 s'annonce pleine d'incertitudes avec l'entrée en fonctions de Donald Trump, les élections en France et en Allemagne, le déclenchement annoncé du Brexit, les incertitudes sur la Chine ou la Russie, l'évolution du cours du pétrole, etc. Dans ces conditions, il est facile d'oublier les grandes questions et de se focaliser sur chaque sujet l'un après l'autre pour essayer d'apporter les réponses adéquates.

Mais le texte de David Ruccio a le mérite de nous rappeler que nous vivons dans un système économique qui, en plus de détruire la planète, ne distribue pas bien les richesses, et n'améliore pas le bien-être d'une majorité de la population, aux Etats-Unis, en Europe, ou au Sud. Il nous reste donc à réinventer un système économique équilibré, comme cela fut fait en 1945 avec le programme du Conseil national de la résistance. Si la tâche semble hors de portée aujourd'hui, elle n'en demeure pas moins indispensable.